

2° Pour les projets de plus d'un an :

- 20 % au démarrage du projet approuvé;
- 10 % sur la base du compte-rendu approuvé par le groupe de pilotage de sa 1^{re} réunion et une créance;
- 10 % sur la base du compte-rendu approuvé par le groupe de pilotage de sa 2^e réunion et une créance;
- 10 % sur la base du compte-rendu approuvé par le groupe de pilotage de sa 3^e réunion et une créance.

Le compte rendu approuvé comporte un rapport final et un décompte financier final de la première année;

- 20 % sur la base du compte-rendu approuvé par le groupe de pilotage de sa 4^e réunion et une créance;
- 15 % sur la base du compte-rendu approuvé par le groupe de pilotage de sa 5^e réunion et une créance;
- 15 % sur la base du compte-rendu approuvé par le groupe de pilotage de sa 6^e réunion et une créance.

Le compte rendu approuvé comporte un rapport final et un décompte financier final du projet global. Le solde est payé à l'acceptation et l'approbation par l'administration du rapport final, du décompte financier final et des autres pièces justificatives du projet.

§ 2. Les recettes découlant du projet subventionné doivent être affectées intégralement à l'exécution du projet approuvé.

§ 3. Le contrôle de l'affectation de la subvention est exercé par l'administration compétente sur la base des pièces justificatives ou sur place. Conformément à l'article 57, alinéas premier et deux, des lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991, l'association est tenue à rembourser la subvention en cas de non-respect des conditions d'octroi de la subvention, si le contrôle de l'affectation de la subvention a été entravé ou si l'association omet de présenter les pièces visées à l'article 10, § 4, alinéas premier à trois; le remboursement se fait dans les quatorze jours calendaires après que le Ministre en a fait la demande.

§ 4. Dans la rubrique budgétaire des frais de fonctionnement, des transferts peuvent être opérés entre divers types de frais, sans autorisation préalable de l'administration et moyennant rapportage lors de la demande écrite de libération d'une tranche de la subvention de projet, si le montant du transfert est plafonné à 20 % du montant global prévu et de la nature et/ou du centre de frais individuel dans le budget. Les transferts globaux supérieurs à plus de 20 % sont soumis à l'autorisation écrite préalable du chef de l'administration.

Des transferts entre les rubriques frais de fonctionnement et frais de personnel peuvent s'opérer sans autorisation préalable si le montant de ces transferts est plafonné à 10 % des montants globaux prévus pour ces rubriques budgétaires. Les transferts globaux supérieurs à plus de 10 % sont soumis à l'autorisation écrite préalable du chef de l'administration qui peut recueillir l'avis du groupe de pilotage.

§ 5. La subvention est versée sur le compte du responsable de projet.

CHAPITRE VI. — Dispositions finales

Art. 12. Le Titre III de l'arrêté du Gouvernement flamand du 3 juin 1992 fixant les règles particulières relatives à l'agrément et au subventionnement des associations écologiques, modifié par l'arrêté du Gouvernement flamand du 8 mars 1995, est abrogé.

Art. 13. § 1^{er}. Lors de l'exécution de chaque activité cadrant dans le projet, il y a lieu d'indiquer "Avec le soutien financier du Ministère de la Communauté flamande". Le logo du Ministère de la Communauté flamande doit également figurer sur chaque publication, site, texte,... qui est diffusé dans le cadre du projet.

§ 2. Le responsable de projet transmet à l'administration un exemplaire de toutes les publications imprimées qu'il diffuse lui-même dans le cadre du projet subventionné.

§ 3. Le Ministre avise le conseil MINA des projets agréés.

Art. 14. Le Ministre flamand qui a l'Environnement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 10 octobre 2003.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
B. SOMERS

Le Ministre flamand de l'Environnement, de l'Agriculture et de la Coopération au Développement,
L. SANNEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTÈRE DE LA REGION WALLONNE

F. 2003 — 4194

[2003/201651]

**9 OCTOBRE 2003. — Arrêté du Gouvernement wallon
organisant le contrôle des systèmes d'épuration individuelle
et fixant les conditions d'exemption de la taxe sur le déversement des eaux usées autres qu'industrielles**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution, notamment les articles 35, 39 et 41;

Vu le décret du 30 avril 1990 instituant une taxe sur le déversement des eaux usées industrielles et domestiques, notamment l'article 16, modifié par le décret du 31 mai 2001;

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, notamment l'article 3 et l'article 4;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 25 octobre 1990 déterminant les conditions de restitution de la taxe sur le déversement des eaux usées autres qu'industrielles;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 juillet 2001 instaurant une prime à l'installation d'un système d'épuration individuelle;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 novembre 2002 fixant les conditions intégrales d'exploitation relatives aux unités d'épuration individuelle et aux installations d'épuration individuelle;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 mai 2003 relatif au règlement général d'assainissement des eaux urbaines résiduaires;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne, donné le 4 juillet 2003;

Vu l'avis de la Commission consultative de la protection des eaux contre la pollution, donné le 16 juin 2003;

Vu l'avis de la S.P.G.E., donné le 24 juin 2003;

Vu l'avis de la S.A. Aquawal, donné le 25 juin 2003;

Vu l'avis du commissaire à la simplification administrative, donné le 3 juin 2003;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 19 mai 2003;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 22 mai 2003;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 3 octobre 2003;

Sur la proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Champ d'application et définitions*

Article 1^{er}. Le présent arrêté précise les conditions et les modalités de contrôle relatives à l'installation et au fonctionnement des systèmes d'épuration individuelle ainsi que les conditions d'exemption de la taxe sur le déversement des eaux usées domestiques.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1^o "administration" : la Division de l'Eau de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement du Ministère de la Région wallonne;

2^o "arrêtés pris en exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement" : arrêtés relatifs aux conditions intégrales et sectorielles applicables aux systèmes d'épuration individuelle;

3^o "équivalent-habitant" ou en abrégé "EH" : unité de charge polluante représentant la charge organique biodégradable caractérisée par une demande biochimique d'oxygène en cinq jours (DBO₅) de 60 grammes par jour;

4^o "habitation" : installation fixe au sens de l'article 84, § 1^{er}, du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine et rejetant des eaux urbaines résiduaires;

5^o "Ministre" : le Ministre du Gouvernement wallon qui a la Politique de l'eau dans ses attributions;

6^o "permis" et "déclaration" : le permis d'environnement et la déclaration visés au décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

7^o "système d'épuration individuelle" : unité, installation ou station d'épuration individuelle comprenant l'équipement permettant l'épuration des eaux usées domestiques rejetées par une habitation ou un groupe d'habitations et l'évacuation des eaux épurées dans les conditions définies par les arrêtés pris en exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

8^o "eaux usées domestiques" : les eaux usées telles que définies à l'article 1^{er}, 8^o, a), du décret du 30 avril 1990 instituant une taxe sur le déversement des eaux industrielles et domestiques à l'exception des eaux de pluie.

CHAPITRE II. — *Du contrôle des systèmes d'épuration individuelle*

Art. 3. § 1^{er}. Le contrôle des systèmes d'épuration individuelle porte sur les opérations suivantes :

1^o contrôle réalisé lors du raccordement du système d'épuration individuelle donnant lieu à la délivrance de l'attestation de contrôle visée dans les arrêtés pris en exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

2^o prélèvements périodiques dans le dispositif de contrôle du système d'épuration individuelle d'échantillons ponctuels représentatifs des eaux épurées en vue de leur analyse par un laboratoire agréé en vertu des dispositions de l'article 62 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

3^o enquêtes et vérifications ponctuelles diverses sur le terrain, destinées notamment à s'assurer du fonctionnement du système d'épuration individuelle dans des conditions normales d'exploitation.

§ 2. Les prélèvements et analyses visés au § 1^{er}, 2^o, sont effectués suivant les modalités définies dans le cahier des charges visé à l'article 4, § 1^{er}, aux fréquences suivantes :

1^o au moins une fois tous les cinq ans à dater de la mise en service du système d'épuration individuelle pour les systèmes dont la capacité de traitement est égale ou inférieure à 20 EH;

2^o au moins une fois par an pour les systèmes d'épuration individuelle dont la capacité de traitement est comprise entre 20 et 100 EH;

3^o au moins une fois par semestre pour les systèmes d'épuration individuelle dont la capacité de traitement est égale ou supérieure à 100 EH;

4^o au moins une fois par an et durant le mois où la charge polluante produite est la plus importante, pour les systèmes d'épuration individuelle dont la capacité est supérieure à 20 EH lorsque l'activité générant les eaux usées domestiques présente un caractère saisonnier.

Art. 4. § 1^{er}. Les opérations de contrôle font l'objet de marchés de services attribués par le Ministre sur base d'un cahier des charges dont il fixe les obligations. Ils sont organisés à l'échelle du sous-bassin hydrographique pour une durée de cinq ans et sont ouverts à tout organisme, de droit public ou de droit privé, présentant des références en matière d'organisation et de suivi de programmes de contrôles et/ou dont l'expérience et la connaissance des techniques épuratoires peuvent être démontrées.

Le programme des contrôles est proposé par l'organisme à partir d'une base de données réalisée par l'administration.

§ 2. Les prestations sont rémunérées :

a) pour partie sur base d'un forfait annuel couvrant les frais administratifs, les frais liés à la formation et la mise à niveau du personnel chargé des opérations de contrôle;

b) pour partie au pro rata des opérations de contrôle effectivement réalisées, sur base du prix unitaire fixé dans le marché de services pour les différents types d'opérations.

§ 3. L'exploitant d'un système d'épuration individuelle concerné par une opération de contrôle est informé de la date et de l'heure de la visite au moins cinq jours ouvrables avant celle-ci.

§ 4. L'organisme assure la diffusion des résultats des prélèvements périodiques prévus à l'article 3, § 1^{er}, 2^o :

1^o à l'exploitant d'un système d'épuration individuelle et ce dans les trente jours de la réalisation du contrôle. Lorsque les résultats des analyses réalisées sur un échantillon prélevé ne sont pas conformes aux normes d'émission fixées dans les arrêtés pris en exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, l'organisme invite l'exploitant du système, par même courrier, à se mettre en ordre et à produire, dans les six mois prenant cours à la date du premier échantillonnage, la preuve de mise en conformité au moyen d'un nouveau résultat d'analyse conforme réalisé à partir d'un prélèvement effectué par l'organisme;

2^o au moyen d'un registre des prestations réalisées dont un exemplaire est transmis semestriellement aux communes de la zone couverte par le marché de services ainsi qu'à l'administration.

Art. 5. § 1^{er}. Les frais correspondants aux opérations de contrôle visées à l'article 3, § 1^{er}, sont supportés par le budget de la Région wallonne sur présentation d'une facture mensuelle établie par l'organisme de contrôle.

§ 2. Si une opération de contrôle n'a pu être menée à bien pour une raison imputable à la personne concernée par le contrôle, les frais de déplacement correspondant à la visite infructueuse sont portés à sa charge par l'organisme au prix unitaire correspondant du marché de services.

Art. 6. Sans préjudice des dispositions de l'article 4, sont habilités à réaliser tout ou partie des opérations de contrôle visées à l'article 3, § 1^{er} :

1^o pour toutes les opérations et sans qu'aucun frais puisse être porté à charge de la personne faisant l'objet du contrôle, les agents de l'administration pouvant justifier d'une compétence technique en matière d'épuration et désignés à cette fin par l'Inspecteur général de l'administration;

2^o pour les opérations de contrôle visées à l'article 3, § 1^{er}, 1^o, et jusqu'à la date de notification des marchés de service visés à l'article 4, les contrôleurs agréés en vertu des dispositions du chapitre V de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 octobre 1998 portant réglementation sur la collecte des eaux urbaines résiduaires.

CHAPITRE III. — *De l'exemption de la taxe sur le déversement des eaux usées autres qu'industrielles*

Art. 7. La personne physique ou morale de droit public ou de droit privé, qui épure elle-même, dans un système d'épuration individuelle couvert par une déclaration ou un permis d'environnement les eaux usées domestiques qu'elle produit ou qu'elle reçoit aux fins de traitement peut bénéficier de l'exemption de la taxe sur le déversement des eaux usées autres qu'industrielles aux conditions suivantes :

1^o lorsque l'épuration des eaux usées domestiques est réalisée à l'aide d'un système agréé en vertu des dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 juillet 2001 instaurant une prime à l'installation d'un système d'épuration individuelle, la procédure d'exemption prévue à l'article 9 est initialisée avec la transmission à l'administration du formulaire unique dont question à l'article 8;

2^o lorsque l'épuration des eaux usées domestiques est réalisée à l'aide d'un système non agréé mis en service après la date d'entrée en vigueur des conditions intégrales d'exploitation des unités et installations d'épuration individuelle, la procédure d'exemption prévue à l'article 9 est initialisée avec la transmission à l'administration du formulaire unique dont question à l'article 8;

3^o lorsque l'épuration des eaux usées domestiques est réalisée à l'aide d'un système mis en place avant la date d'entrée en vigueur des arrêtés pris en exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, la procédure d'exemption prévue à l'article 9 prend cours dès notification de la déclaration ou du permis d'environnement et pour autant que le contrôle périodique prévu à l'article 3, § 1^{er}, 2^o, mette en évidence le respect des conditions de rejets fixées par ces mêmes arrêtés.

Art. 8. Le bénéficiaire de l'exemption communique à l'administration, sur base d'un formulaire unique dont le contenu et la forme sont fixés par le Ministre, les données lui permettant d'exercer son droit à l'exemption.

Le formulaire unique regroupe l'ensemble des éléments qui permettent à l'exploitant d'un système d'épuration individuelle de solliciter en une seule démarche le bénéfice de l'exemption ainsi que l'obtention de la prime à l'installation d'un système d'épuration individuelle. Le formulaire unique accompagné d'un guide pratique est mis à disposition des services communaux.

Le formulaire unique comporte notamment :

1^o l'identification de l'exploitant du système d'épuration individuelle avec la référence d'inscription au registre des déclarations et permis d'environnement de la commune;

2^o l'identification du bénéficiaire de la mesure d'exemption sollicitée ou des différents bénéficiaires en cas d'assainissement autonome groupé;

3^o l'identification du bénéficiaire de la prime à l'installation d'un système d'épuration individuelle ou des différents bénéficiaires en cas d'assainissement autonome groupé;

4^o les éléments permettant de définir le montant de la prime lorsque les conditions d'octroi sont rencontrées.

A ce formulaire sont joints :

a) un exemplaire de l'attestation de contrôle établie par le contrôleur habilité à cette fin en application des dispositions du présent arrêté;

b) si le système installé n'est pas agréé, un exemplaire de l'attestation de conformité établie par le fournisseur ou l'installateur du système d'épuration individuelle sur le modèle défini dans les arrêtés pris en exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et le dossier - ou les références du dossier - présenté par le fabricant du système comportant une description technique complète ainsi que des références concrètes en termes de performances, vérifiables in situ sur le territoire de la Région wallonne;

c) si les eaux usées domestiques sont produites au départ d'eaux prélevées à la distribution publique d'eau alimentaire : une copie du dernier avis de paiement du distributeur d'eau destiné à identifier le(s) raccordement(s) concerné(s);

d) une copie certifiée conforme des factures relatives aux travaux d'installation du système d'épuration individuelle.

Art. 9. Si les conditions d'exemption sont effectivement remplies et si les eaux usées domestiques sont produites au départ d'eaux prélevées à la distribution publique d'eau alimentaire, l'administration invite le distributeur public, dans le délai de trente jours à dater de la réception du dossier complet visé à l'article 8, à ne plus percevoir la taxe pour le compte de la Région wallonne sur les volumes prélevés au départ du (des) raccordement(s) concerné(s) et ce à partir de la période de facturation qui suit la date de notification.

Art. 10. Sans préjudice de l'application des sanctions administratives prévues, il est mis fin au bénéfice de l'exemption de la taxe lorsqu'un contrôle a révélé un résultat non conforme aux normes d'émission et n'a pas été confirmé dans les six mois par un nouveau contrôle attestant de la conformité du prélèvement.

Dans ce cas, la taxe est due pour la totalité des mètres cubes faisant partie de la période de facturation en cours dans le chef du distributeur. En cas de nouveau prélèvement conforme, l'exemption de la taxe est accordée à partir de la prochaine période de facturation qui suit la communication au distributeur du résultat conforme par l'administration.

CHAPITRE IV. — *Dispositions transitoires, abrogatoires et finales*

Art. 11. Les personnes à qui une décision favorable de restitution a déjà été réservée en application de l'arrêté du 25 octobre 1990 déterminant les conditions de restitution de la taxe sur le déversement des eaux usées autres qu'industrielles, bénéficient de l'exemption et ne sont pas tenues d'adresser à l'administration le formulaire visé à l'article 8 du présent arrêté.

Art. 12. L'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 25 octobre 1990 déterminant les conditions de restitution de la taxe sur le déversement des eaux usées autres qu'industrielles est abrogé.

Art. 13. Dans l'annexe II de l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 novembre 2002 fixant les conditions intégrales d'exploitation relatives aux unités d'épuration individuelle et aux installations d'épuration individuelle :

a) les mentions "portent sur des moyennes de 24 heures" sont remplacées par les mentions "se réfèrent à des échantillons ponctuels";

b) au point a), la valeur "0,45 m" est remplacée par "0,45 µm";

c) au point b), le renvoi "(4)" et la référence correspondante en bas de page sont supprimés;

d) au point b), la colonne du tableau intitulée "% minimum de réduction" et la référence correspondant au renvoi 1) en bas de page sont supprimés.

Art. 14. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2004.

Art. 15. Le Ministre qui a la Politique de l'eau dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté. Namur, le 9 octobre 2003.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2003 — 4194

[2003/201651]

9. OKTOBER 2003 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Organisierung der Kontrolle der individuellen Klärsysteme und zur Festlegung der Bedingungen für die Befreiung von der Abgabe für die Einleitung von nichtindustriellem Abwasser

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 7. Oktober 1985 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen die Verschmutzung, insbesondere der Artikel 35, 39 und 41;

Aufgrund des Dekrets vom 30. April 1990 zur Einführung einer Abgabe für die Einleitung industrieller und häuslicher Abwässer, insbesondere des Artikels 16, abgeändert durch das Dekret vom 31. Mai 2001;

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 zur Einführung einer Umweltgenehmigung, insbesondere des Artikels 3 und des Artikels 4;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 25. Oktober 1990 zur Festlegung der Bedingungen, unter denen die Abgabe für die Einleitung von nichtindustriellen Abwässern zurückerstattet wird;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Region vom 19. Juli 2001 zur Einführung einer Prämie für die Einrichtung eines individuellen Klärsystems;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 7. November 2002 zur Festlegung der gesamten Betriebsbedingungen bezüglich der individuellen Kläreinheiten und der individuellen Kläranlagen;

Aufgrund des Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. Mai 2003 über die allgemeine Regelung zur Sanierung des städtischen Abwassers;

Aufgrund des am 4. Juli 2003 abgegebenen Gutachtens des "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der Wallonischen Region);

Aufgrund des am 16. Juni 2003 abgegebenen Gutachtens der beratenden Kommission für den Schutz des Wassers gegen Verschmutzung;

Aufgrund des am 24. Juni 2003 abgegebenen Gutachtens der "SPGE" ("Société publique de Gestion de l'Eau" (Öffentliche Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung));

Aufgrund des am 25. Juni 2003 abgegebenen Gutachtens der "S.A. Aquawal";

Aufgrund des am 3. Juni 2003 abgegebenen Gutachtens des Kommissars für die administrative Vereinfachung;

Aufgrund des am 19. Mai 2003 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 22. Mai 2003 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 3. Oktober 2003 abgegebenen Gutachtens des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,
Beschließt:

KAPITEL I — Anwendungsbereich und Definitionen

Artikel 1 - Der vorliegende Erlass legt die Bedingungen und Modalitäten für die Kontrolle bezüglich der Einrichtung und des Betriebs der individuellen Klärsysteme, sowie die Bedingungen für die Befreiung von der Abgabe für die Einleitung von Haushaltsabwasser fest.

Art. 2 - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° "Verwaltung": die Abteilung Wasser der Generaldirektion der Naturschätzung und der Umwelt des Ministeriums der Wallonischen Region;

2° "Erlassen zur Durchführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung": die Erlassen bezüglich der auf die individuellen Klärsysteme anwendbaren gesamten und sektorbezogenen Bedingungen;

3° "Einwohnergleichwert" oder abgekürzt "EGW": die Schadstoffbelastungseinheit, die einer organischen, biologisch abbaubaren Belastung mit einem biochemischen Sauerstoffbedarf in fünf Tagen (BSB5) von 60 Gramm pro Tag entspricht;

4° "Wohnung": eine ortsfeste Einrichtung im Sinne des Artikels 84, § 1 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, die städtisches Abwasser ableitet;

5° "Minister": der Minister der Wallonischen Regierung, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wasserpolitik gehört;

6° "Genehmigung" und "Erklärung": die Umweltgenehmigung und die Erklärung, die im Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung erwähnt werden;

7° "individuelles Klärsystem": die individuelle Kläreinheit, -anlage oder -station, die eine Ausrüstung enthält, durch die das von einer Wohnung oder einer Wohnungsgruppe abgeleitete Haushaltsabwasser geklärt und das geklärte Abwasser unter den durch die Erlassen zur Durchführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung festgelegten Bedingungen abgeleitet wird;

8° "Haushaltsabwasser": das Haushaltsabwasser im Sinne des Artikels 1, 8°, a) des Dekrets vom 30. April 1990 zur Einführung einer Abgabe für die Einleitung industrieller und häuslicher Abwässer, mit Ausnahme des Regenwassers.

KAPITEL II — Kontrolle der individuellen Klärsysteme

Art. 3 - § 1. Die Kontrolle der individuellen Klärsysteme bezieht sich auf folgende Vorgänge:

1° die Kontrolle beim Anschluss des individuellen Klärsystems, die zur Ausstellung der in den Erlassen zur Durchführung des Dekrets vom 11. März 1999 erwähnten Kontrollbescheinigung führt;

2° die in regelmäßigen Zeitabständen aus der Kontrollvorrichtung des individuellen Klärsystems entnommenen punktuellen, für geklärtes Abwasser repräsentativen Proben im Hinblick auf deren Analyse durch ein gemäß den Bestimmungen des Artikels 62 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung zugelassenes Laboratorium;

3° die verschiedenen punktuellen Untersuchungen und Überprüfungen an Ort und Stelle, die insbesondere dazu bestimmt sind, sich der Betriebsfähigkeit des individuellen Klärsystems unter normalen Betriebsbedingungen zu vergewissern.

S 2. Die in § 1, 2° erwähnten Probeentnahmen und Analysen werden gemäß den in dem in Artikel 4, § 1 erwähnten Lastenheft bestimmt Modalitäten durchgeführt, und zwar mit folgender Häufigkeit:

1° mindestens einmal alle fünf Jahre ab der Inbetriebsetzung des individuellen Klärsystems für die Systeme, deren Behandlungskapazität höchstens 20 EGW beträgt;

2° mindestens einmal im Jahr für die individuellen Klärsysteme, deren Behandlungskapazität zwischen 20 und 100 EGW liegt;

3° mindestens einmal pro Semester für die individuellen Klärsysteme, deren Behandlungskapazität mindestens 100 EGW beträgt;

4° mindestens einmal im Jahr und während des Monats, in dem die erzeugte Schadstoffbelastung am größten ist, für die individuellen Klärsysteme, deren Kapazität über 20 EGW liegt, wenn die das Haushaltsabwasser erzeugende Tätigkeit einen saisonbedingten Charakter aufweist.

Art. 4 - § 1. Die Kontrollvorgänge sind Gegenstand von Dienstleistungsaufträgen, die der Minister auf der Grundlage eines Lastenhefts vergibt, dessen Verpflichtungen er festlegt. Sie werden auf Ebene des Zwischeneinzugsgebiets für eine Dauer von fünf Jahren organisiert und stehen jeder Einrichtung öffentlichen oder privaten Rechts offen, die Referenzen in Sachen Organisierung und Überwachung der Kontrollprogramme vorweisen kann und/oder deren Erfahrung und Kenntnisse über die Klärungstechniken nachweisbar sind.

Das Kontrollprogramm wird von der Einrichtung von einer von der Verwaltung ausgearbeiteten Datenbank aus vorgeschlagen.

S 2. Die Dienstleistungen werden folgendermaßen entlohnt:

a) teilweise auf der Grundlage einer Jahrespauschale, die die Verwaltungskosten und die mit der Ausbildung und Niveaumanpassung des mit den Kontrollvorgängen beauftragten Personals deckt;

b) teilweise proportional zu den tatsächlich durchgeföhrten Kontrollvorgängen auf der Grundlage des im Dienstleistungsauftrag für die verschiedenen Vorgangsarten festgelegten Einheitspreises.

S 3. Der von einem Kontrollvorgang betroffene Betreiber eines individuellen Klärsystems wird mindestens fünf Werkstage vor der Besichtigung von deren Datum und Uhrzeit in Kenntnis gesetzt.

§ 4. Die Einrichtung gewährleistet die Verbreitung der Ergebnisse der in Artikel 3, § 1, 2° vorgesehenen regelmäßigen Probeentnahmen:

1° an den Betreiber eines individuellen Klärsystems, und zwar innerhalb von dreizig Tagen ab der Durchführung der Kontrolle. Falls die Ergebnisse der an einer entnommenen Probe durchgeführten Analysen nicht mit den in den Erlassen zur Durchführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung festgelegten Emissionsnormen übereinstimmen, fordert die Einrichtung den Betreiber des Klärsystems in demselben Schreiben auf, sich in Ordnung zu bringen und innerhalb von sechs Monaten ab dem Datum der ersten Probeentnahme die Anpassung an die Normen mittels eines neuen übereinstimmenden Analyseergebnisses, das an einer von der Einrichtung durchgeführten Probeentnahme durchgeführt wurde, nachzuweisen;

2° mittels eines Registers der vollbrachten Dienstleistungen, von dem jedes Semester ein Exemplar an die Gemeinden der von dem Dienstleistungsauftrag gedeckten Gebiete, sowie an die Verwaltung gerichtet wird.

Art. 5 - § 1. Die Kosten, die den in Artikel 3, § 1 erwähnten Kontrollvorgängen entsprechen, gehen zu Lasten des Haushalts der Wallonischen Region gegen Vorlage einer von der Kontrolleinrichtung aufgestellten Monatsrechnung.

§ 2. Wenn ein Kontrollvorgang aus Gründen, die der von der Kontrolle betroffenen Person anzurechnen sind, nicht durchgeführt werden konnte, werden ihr von der Einrichtung die der erfolglosen Besichtigung entsprechenden Fahrtkosten zu einem mit dem Dienstleistungsauftrag übereinstimmenden Einheitspreis angerechnet.

Art. 6 - Unbeschadet der Bestimmungen des Artikels 4 sind folgende Personen befugt, die Gesamtheit oder einen Teil der in Artikel 3, § 1 erwähnten Kontrollvorgänge durchzuführen :

1° für alle Vorgänge und ohne dass der kontrollierten Person irgendwelche Kosten angerechnet werden können, die Bediensteten der Verwaltung, die eine technische Fachkundigkeit in Sachen Klärung nachweisen können, und die zu diesem Zweck von dem Generalinspektor der Verwaltung bezeichnet werden;

2° für die in Artikel 3, § 1, 1° erwähnten Kontrollvorgänge und bis zum Datum der Zustellung der in Artikel 4 erwähnten Dienstleistungsaufträge, die aufgrund der Bestimmungen des Kapitels V des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Oktober 1998 zur Regelung der Sammlung von städtischem Abwasser zugelassenen Kontrolleure.

KAPITEL III — *Befreiung von der Abgabe für die Einleitung von nichtindustriellem Abwasser*

Art. 7 - Die natürliche oder juristische Person öffentlichen oder privaten Rechts, die selbst in einem durch eine Erklärung oder Umweltgenehmigung gedeckten individuellen Klärsystem die Klärung des Haushaltsabwassers vornimmt, das sie erzeugt oder zwecks einer Behandlung entgegennimmt, kann unter folgenden Bedingungen die Befreiung von der Abgabe für die Einleitung von nichtindustriellem Abwasser beanspruchen:

1° wenn die Klärung des Haushaltsabwassers mittels eines Systems erfolgt, das gemäß den Bestimmungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Juli 2001 zur Einführung einer Prämie für die Einrichtung eines individuellen Klärsystems zugelassen ist, wird das in Artikel 9 erwähnte Befreiungsverfahren mit der Übermittlung an die Verwaltung des in Artikel 8 erwähnten Einheitsformulars eingeleitet;

2° wenn die Klärung des Haushaltsabwassers mittels eines nicht zugelassenen Systems erfolgt, das nach dem Datum des Inkrafttretens der gesamten Betriebsbedingungen der individuellen Kläreinheiten und -anlagen in Betrieb gesetzt wurde, wird das in Artikel 9 erwähnte Befreiungsverfahren mit der Übermittlung an die Verwaltung des in Artikel 8 erwähnten Einheitsformulars eingeleitet;

3° wenn die Klärung des Haushaltsabwassers mittels eines Systems erfolgt, das vor dem Datum des Inkrafttretens der Erlasse zur Durchführung des Dekrets vom 11. März 1999 zur Einführung einer Umweltgenehmigung eingerichtet wurde, läuft das in Artikel 9 erwähnte Befreiungsverfahren ab der Zustellung der Erklärung oder Umweltgenehmigung und insofern die in Artikel 3, § 1, 2° erwähnte regelmäßige Kontrolle die Einhaltung der durch dieselben Erlasse festgelegten Ableitungsbedingungen bestätigt.

Art. 8 - Auf der Grundlage eines Einheitsformulars, dessen Inhalt und Form von dem Minister festgelegt werden, richtet der Anspruchsberechtigte der Befreiung die Angaben, mittels deren er sein Recht auf Befreiung ausübt, an die Verwaltung.

Das Einheitsformular umfasst die gesamten Elemente, durch die der Betreiber eines individuellen Klärsystems in einem Gang den Anspruch auf Befreiung, sowie den Erhalt der Prämie zur Einrichtung eines individuellen Klärsystems beantragen kann. Das Einheitsformular, dem ein praktisches Handbuch beigelegt wird, wird den Gemeindedienststellen zur Verfügung gestellt.

Das Einheitsformular enthält insbesondere:

1° die Identifizierung des Betreibers des individuellen Klärsystems mit der Referenz der Eintragung in das Erklärungs- und Umweltgenehmigungsregister der Gemeinde;

2° die Identifizierung des Anspruchsberechtigten der beantragten Befreiungsmaßnahme oder der verschiedenen Anspruchsberechtigten im Falle einer gruppierten autonomen Abwasserreinigung;

3° die Identifizierung des Anspruchsberechtigten der Prämie für die Einrichtung eines individuellen Klärsystems oder der verschiedenen Anspruchsberechtigten im Falle einer gruppierten autonomen Abwasserreinigung;

4° die Angaben, durch die der Prämienbetrag festgelegt werden kann, wenn die Gewährungsbedingungen erfüllt werden.

Diesem Formular werden folgende Unterlagen beigelegt:

a) ein Exemplar der Kontrollbescheinigung, die in Anwendung der Bestimmungen des vorliegenden Erlasses von dem zu diesem Zweck befugten Kontrolleur ausgestellt wird;

b) wenn das eingerichtete System nicht zugelassen ist, ein Exemplar der Konformitätsbescheinigung, die nach dem in den Erlassen zur Durchführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung festgelegten Muster von dem Lieferanten oder Installateur des individuellen Klärsystems ausgestellt wird, die von dem Hersteller des Systems vorgelegte Akte - oder Aktenreferenz -, die eine vollständige technische Beschreibung enthält, sowie konkrete Referenzen hinsichtlich der Leistungsfähigkeit, die auf dem Gebiet der Wallonischen Region in situ nachprüfbar sind;

c) wenn das erzeugte Haushaltsabwasser von Wasser ausgeht, das aus der öffentlichen Trinkwasserversorgung entnommen wird : eine Abschrift des letzten, zur Identifizierung des(r) betroffenen Anschlusses(é) bestimmten Zahlungsbescheids des Wasserversorgungsunternehmens;

d) eine gleichlautende Abschrift der Rechnungen bezüglich der Installationsarbeiten des individuellen Klärsystems.

Art. 9 - Wenn die Befreiungsbedingungen tatsächlich erfüllt sind und das Haushaltsabwasser von Wasser ausgeht, das aus der öffentlichen Trinkwasserversorgung entnommen wird, fordert die Verwaltung das öffentliche Wasserversorgungsunternehmen innerhalb einer Frist von dreißig Tagen ab dem Erhalt der in Artikel 8 erwähnten vollständigen Akte auf, die Abgabe für die aus dem(den) betroffenen Anschluss(en) entnommenen Wasservolumen für Rechnung der Wallonischen Region nicht mehr zu erheben, und zwar ab der Fakturierungsperiode, die auf die Zustellung folgt.

Art. 10 - Unbeschadet der Anwendung der vorgesehenen administrativen Geldstrafen, wird dem Anspruch auf die Befreiung von der Abgabe ein Ende gesetzt, wenn eine Kontrolle ein Ergebnis offen legt, das nicht mit den Emissionsnormen übereinstimmt und nicht innerhalb von sechs Monaten durch eine neue Kontrolle widerlegt wird, die die Konformität der Probeentnahme bescheinigt.

In diesem Fall wird die Abgabe für die gesamten Kubikmeter, geschuldet, die nach Auffassung des Wasserversorgungsunternehmens zu der Fakturierungsperiode gehören. Im Falle einer neuen übereinstimmenden Probeentnahme wird die Befreiung von der Abgabe ab der nächsten Fakturierungsperiode gewährt, die auf die Übermittlung des übereinstimmenden Ergebnisses durch die Verwaltung an das Wasserversorgungsunternehmen folgt.

KAPITEL IV — Übergangs-, Aufhebungs- und Schlussbestimmungen

Art. 11 - Die Personen, denen in Anwendung des Erlasses vom 25. Oktober 1990 zur Festlegung der Bedingungen, unter denen die Abgabe für die Einleitung von nichtindustriellen Abwässern zurückerstattet wird, bereits ein günstiger Rückerstattungsbeschluss zusteht, haben Anspruch auf Befreiung von der Abgabe und brauchen das in Artikel 8 des vorliegenden Erlasses erwähnte Formular nicht der Verwaltung zu übermitteln.

Art. 12 - Der Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 25. Oktober 1990 zur Festlegung der Bedingungen, unter denen die Abgabe für die Einleitung von nichtindustriellen Abwässern zurückerstattet wird, wird außer Kraft gesetzt.

Art. 13 - In der Anlage II des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 7. November 2002 zur Festlegung der gesamten Betriebsbedingungen bezüglich der individuellen Klärinheiten und der individuellen Kläranlagen:

- a) werden die Angaben "beziehen sich auf durchschnittliche Zeiträume von 24 Stunden" durch die Angaben "beziehen sich auf punktuelle Probeentnahmen" ersetzt;
- b) wird in Punkt a) der Wert "0,45 m" durch den Wert "0,45 µm" ersetzt;
- c) werden in Punkt b) der Verweis "(4)" und die entsprechende Fußnote gestrichen;
- d) werden in Punkt b) die Spalte der Tabelle mit der Überschrift "Prozentuale Mindestverringerung" und der entsprechende Verweis 1) der Fußnote gestrichen.

Art. 14 - Der vorliegende Erlass tritt am 1. Januar 2004 in Kraft.

Art. 15 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wasserpolitik gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 9. Oktober 2003

Der Minister-Präsident,
J.-CL. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,
M. FORET

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2003 — 4194

[2003/201651]

9 OKTOBER 2003. — Besluit van de Waalse Regering tot organisatie van de controle op de individuele zuiveringssystemen en tot bepaling van de voorwaarden voor de vrijstelling van de belasting op het lozen van ander afvalwater dan industrieel afvalwater

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 7 oktober 1985 betreffende de bescherming van het oppervlaktewater tegen vervuiling, inzonderheid op de artikelen 35, 39 en 41;

Gelet op het decreet van 30 april 1990 tot instelling van een belasting op het lozen van industrieel en huishoudelijk afvalwater, inzonderheid op artikel 16, gewijzigd bij het decreet van 31 mei 2001;

Gelet op het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, inzonderheid op de artikelen 3 en 4;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 25 oktober 1990 tot bepaling van de voorwaarden inzake terugbetaling van de belasting op het lozen van ander afvalwater dan industrieel afvalwater;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 19 juli 2001 tot invoering van een premie voor de installatie van een individueel zuiveringssysteem;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 7 november 2002 tot bepaling van de integrale exploitatievoorwaarden voor individuele zuiveringseenheden en -installaties;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 22 mei 2003 betreffende het algemeen reglement voor de sanering van stedelijk afvalwater;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoge Raad van Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest), gegeven op 4 juli 2003;

Gelet op het advies van de adviescommissie voor de bescherming van het water tegen verontreiniging, gegeven op 16 juni 2003;

Gelet op het advies van de "Société publique de Gestion de l'Eau" (Openbare Maatschappij voor Waterbeheer), gegeven op 24 juni 2003;

Gelet op het advies van de "S.A. Aquawal", gegeven op 25 juni 2003;

Gelet op het advies van de commissaris voor de administratieve vereenvoudiging, gegeven op 3 juni 2003;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 19 mei 2003;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 22 mei 2003;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 3 oktober 2003;

Op de voordracht van de Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Toepassingsgebied en begripsomschrijving*

Artikel 1. Dit besluit bepaalt de voorwaarden en de modaliteiten inzake de controle op de installatie en de werking van individuele zuiveringssystemen, alsmede de voorwaarden voor de vrijstelling van de belasting op het lozen van huishoudelijk afvalwater.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° "bestuur" : de Afdeling Water van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van het Ministerie van het Waalse Gewest;

2° "besluiten genomen ter uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning" : besluiten betreffende de integrale en sectorale voorwaarden die van toepassing zijn op individuele zuiveringssystemen;

3° "inwoner-equivalent", afgekort "i.e." : biologisch afbreekbare organische vuilvracht met een biochemisch zuurstofverbruik van 60 g zuurstof per dag gedurende vijf dagen (BZV5);

4° "woning" : vaste installatie in de zin van artikel 84, § 1, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, die stedelijk afvalwater loost;

5° "Minister" : de Minister van de Waalse Regering tot wiens bevoegdheden het Waterbeleid behoort;

6° "vergunning" en "aangifte" : de milieuvergunning en de aangifte bedoeld in het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;

7° "individueel zuiveringssysteem" : individuele zuiveringseenheid, -installatie of -station voorzien van de uitrusting voor de zuivering van het huishoudelijk afvalwater geloosd door een woning of een groep woningen en voor de lozing van het gezuiverde water onder de voorwaarden bedoeld in de besluiten genomen ter uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;

8° "huishoudelijk afvalwater" : het huishoudelijk afvalwater zoals omschreven in artikel 1, 8°, a, van het decreet van 30 april 1990 tot instelling van een belasting op het lozen van industrieel en huishoudelijk afvalwater, behalve regenwater.

HOOFDSTUK II. — *Controle op de individuele zuiveringssystemen*

Art. 3. § 1. De individuele zuiveringssystemen wordt gecontroleerd als volgt :

1° bij de aansluiting ervan wordt een controle uitgevoerd op grond waarvan het controleattest bedoeld in de uitvoeringsbesluiten van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning afgegeven wordt;

2° in de voorziening voor de controle op het individuele zuiveringssysteem worden periodiek punctuele monsters genomen die representatief zijn voor het gezuiverde water dat geanalyseerd zal worden door een laboratorium erkend krachtens de bepalingen van artikel 62 van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;

3° er worden verschillende punctuele onderzoeken en verificaties op het terrein uitgevoerd om zich met name te vergewissen van de werking van het individuele zuiveringssysteem onder normale exploitatievoorraarden.

§ 2. De monsternemingen en analyses vermeld in § 1, 2°, worden uitgevoerd volgens de modaliteiten omschreven in het bestek bedoeld in artikel 4, § 1, en tegen de volgende frequenties :

1° minstens één keer om de vijf jaar, te rekenen van de inbedrijfstelling van het individuele zuiveringssysteem voor systemen met een behandelingscapaciteit van 20 i.e. of minder;

2° minstens één keer per jaar voor individuele zuiveringssystemen met een behandelingscapaciteit tussen 20 en 100 i.e.;

3° minstens één keer per semester voor individuele zuiveringssystemen met een behandelingscapaciteit van 100 i.e. of meer;

4° minstens één keer per jaar en gedurende de maand waarin de grootste vuilvracht geproduceerd wordt, voor individuele zuiveringssystemen met een behandelingscapaciteit van 20 i.e. of meer wanneer de activiteit die huishoudelijk afvalwater produceert, seizoensgericht is.

Art. 4. § 1. De controlehandelingen zijn het voorwerp van dienstenopdrachten die de Minister toekent op grond van een bestek waarvan hij de verplichtingen bepaalt. Ze worden voor vijf jaar op de schaal van het hydrografische onderbekken georganiseerd en kunnen uitgevoerd worden door elk publiek- of privaatrechtelijk orgaan met referenties inzake de organisatie en de opvolging van controleprogramma's en/of waarvan de ervaring en de kennis inzake de zuiveringstechnieken bewezen kunnen worden.

Het programma van de controles wordt door het orgaan voorgesteld op grond van een door de administratie opgezette databank.

§ 2. De dienstverstrekkingen worden bezoldigd als volgt :

a) voor een deel op grond van een jaarlijks forfaitair bedrag ter dekking van de administratieve kosten, de kosten voor de vorming en de bijkanting van het personeel belast met de controlehandelingen;

b) voor een deel naar rato van de werkelijk uitgevoerde controlehandelingen op grond van de eenheidsprijs bepaald in de dienstenopdracht voor de verschillende soorten handelingen.

§ 3. De bij een controlehandeling betrokken exploitant van een individueel zuiveringssysteem wordt minstens vijf werkdagen op voorhand in kennis gesteld van de datum en het uur van het bezoek.

§ 4. De resultaten van de periodieke monsternemingen bedoeld in artikel 3, § 1, 2°, worden door het orgaan meegedeeld :

1° aan de exploitant van een individueel zuiveringssysteem binnen dertig dagen na de uitvoering van de controle. Wanneer de resultaten van de op een monster gevoerde analyses niet voldoen aan de emissienormen bedoeld in de besluiten tot uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, verzoekt het orgaan de exploitant van het systeem in hetzelfde schrijven om orde op zaken te stellen en binnen zes maanden, te rekenen van de datum van de eerste monsterneming, een nieuw eensluidend analyseresultaat, verkregen naar aanleiding van een door het orgaan uitgevoerde monsterneming, over te leggen om aan te tonen dat hij aan de normen voldoet;

2º aan de hand van een register van de verstrekte diensten, waarvan de administratie en de gemeenten gelegen in het gebied dat het voorwerp van de dienstenopdracht is, één exemplaar toegestuurd krijgen.

Art. 5. § 1. De kosten voor de controlehandelingen bedoeld in artikel 3, § 1, zijn voor rekening van de begroting van het Waalse Gewest na overlegging van een door de controleinstelling opgestelde maandelijkse factuur.

§ 2. Als een controlehandeling niet tot een goed einde gebracht kan worden door de schuld van een aan de bij de controle betrokken persoon, beslist het orgaan dat de verblijfkosten i.v.m. het vruchteloze bezoek door bedoelde persoon gedragen worden tegen de overeenstemmende eenheidsprijs van de dienstenopdracht.

Art. 6. Onverminderd de bepalingen van artikel 4 mogen de in artikel 3, § 1, bedoelde controlehandelingen geheel of gedeeltelijk uitgevoerd worden door de volgende personen :

1º voor alle handelingen en zonder kosten voor de persoon die het voorwerp van de controle uitmaakt, door de personeelsleden van de administratie die kunnen bewijzen dat ze technisch bevoegd zijn inzake zuivering en die daartoe door de inspecteur-generaal aangewezen worden;

2º voor de controlehandelingen bedoeld in artikel 3, § 1, 1º, en tot de datum van kennisgeving van de dienstenopdrachten bedoeld in artikel 4, door de controleurs erkend krachtens de bepalingen van hoofdstuk V van het besluit van de Waalse Regering van 15 oktober 1998 houdende reglementering van de opvang van stedelijk afvalwater.

HOOFDSTUK III. — *Vrijstelling van de belasting op het lozen van ander afvalwater dan industrieel afvalwater*

Art. 7. De publiek- of privaatrechtelijke natuurlijke of rechtspersoon die het huishoudelijk afvalwater dat ze produceert of voor behandeling opvangt, zelf zuivert in een individueel zuiveringssysteem dat het voorwerp is geweest van een aangifte of een milieuvergunning, kan in aanmerking komen voor de vrijstelling van de belasting op het lozen van ander afvalwater dan industrieel afvalwater onder de volgende voorwaarden :

1º wanneer het huishoudelijk afvalwater gezuiverd wordt d.m.v. een systeem erkend krachtens de bepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 19 juli 2001 tot invoering van een premie voor de installatie van een individueel zuiveringssysteem, wordt de vrijstellingsprocedure bedoeld in artikel 9 opgestart door het enige formulier waarvan sprake in artikel 8 bij de administratie in te dienen;

2º wanneer het huishoudelijk afvalwater gezuiverd wordt d.m.v. een niet-erkend systeem geïnstalleerd na de datum van inwerkingtreding van de integrale exploitatievoorwaarden voor individuele zuiveringseenheden en -installaties, wordt de vrijstellingsprocedure bedoeld in artikel 9 opgestart door het enige formulier waarvan sprake in artikel 8 aan de administratie in te dienen;

3º wanneer het huishoudelijk afvalwater gezuiverd wordt d.m.v. een systeem geïnstalleerd vóór de datum van inwerkingtreding van de besluiten tot uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, begint de vrijstellingsprocedure bedoeld in artikel 9 te lopen na kennisgeving van de aangifte of van de milieuvergunning en voor zover de periodieke controle bedoeld in artikel 3, § 1, 2º, erop wijst dat voldaan wordt aan de lozingsoverwaarden waarin die besluiten voorzien.

Art. 8. De begunstigde van de vrijstelling bezorgt de administratie de gegevens op grond waarvan hij zijn recht op vrijstelling kan uitoefenen. Daartoe maakt hij gebruik van het enige formulier waarvan de inhoud en het model door de Minister bepaald worden.

Het enige formulier bevat alle gegevens op grond waarvan de exploitant van een individueel zuiveringssysteem slechts één aanvraag moet indienen om vrijgesteld te worden van de belasting en om de premie voor de installatie van een individueel zuiveringssysteem te verkrijgen. Het enige formulier en een praktische gids liggen ter inzage van de gemeentediensten.

Het enige formulier bevat met name :

1º de identificatie van de exploitant van het individueel zuiveringssysteem, samen met zijn inschrijvingsnummer in het gemeentelijk register van aangiften en milieuvergunningen;

2º de identificatie van de begunstigde van de aangevraagde vrijstellingsmaatregel of van de verschillende begunstigden in geval van gegroepeerde autonome sanering;

3º de identificatie van de begunstigde van de premie voor de installatie van een individueel zuiveringssysteem of van de verschillende begunstigden in geval van gegroepeerde autonome sanering;

4º de gegevens op grond waarvan het premiebedrag kan worden bepaald wanneer de toekenningsvoorwaarden vervuld zijn.

Dat formulier gaat vergezeld van de volgende documenten :

a) één exemplaar van het controleattest opgemaakt door de controleur die daartoe gemachtigd is krachtens de bepalingen van dit besluit;

b) als het geïnstalleerde systeem niet erkend is, één exemplaar van het conformiteitsattest opgemaakt door de leverancier of de installateur van het individueel zuiveringssysteem overeenkomstig het model bedoeld in de besluiten tot uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, en het dossier - of de referenties van het dossier - overgelegd door de fabrikant van het systeem met opgave van een volledige technische beschrijving alsmede de concrete referenties inzake prestatievermogen die in situ op het grondgebied van het Waalse Gewest verifieerbaar zijn;

c) als het huishoudelijk afvalwater geproduceerd wordt vanaf water opgenomen bij de distributie van openbaar drinkwater : een afschrift van het laatste betalingsbericht van de waterverdeler aan de hand waarvan bedoelde aansluiting(en) geïdentificeerd kan (kunnen) worden;

d) een voor eensluidend verklaard afschrift van de facturen betreffende de werken voor de installatie van het individueel zuiveringssysteem.

Art. 9. Als de vrijstellingsvoorwaarden werkelijk vervuld zijn en als het huishoudelijk afvalwater geproduceerd wordt vanaf water opgenomen bij de distributie van openbaar drinkwater, wordt de openbare verdeler binnen dertig dagen na ontvangst van het in artikel 8 bedoelde volledige dossier door de administratie verzocht de belasting op de vanaf bedoelde aansluiting(en) opgenomen volumes niet meer voor rekening van het Waalse Gewest te innen, meer bepaald met ingang van de factureringsperiode die volgt op de datum van kennisgeving.

Art. 10. Onverminderd de toepassing van de voorziene administratieve sancties wordt het recht op vrijstelling van de belasting opgeschorst wanneer het resultaat van de controle niet voldoet aan de emissienormen en binnen zes maanden niet teniet gedaan wordt door een nieuwe controle waaruit blijkt dat de monsterneming conform is.

In dat geval is de verdeler de belasting verschuldigd voor de gezamenlijke kubieke meters bedoeld in de factureringsperiode. Als de nieuwe monsterneming aan de normen voldoet, wordt vrijstelling van de belasting toegekend vanaf de volgende factureringsperiode die volgt op het tijdstip waarop het bestuur de verdeler informeert dat het resultaat aan de normen voldoet.

HOOFDSTUK IV. — *Overgangs-, opheffings- en slotbepalingen*

Art. 11. De personen die reeds het voorwerp zijn geweest van een gunstige beslissing tot terugbetaling krachtens het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 25 oktober 1990 tot bepaling van de voorwaarden inzake terugbetaling van de belasting op het lozen van ander afvalwater dan industrieel afvalwater, komen in aanmerking voor de vrijstelling en zijn niet gehouden het in artikel 8 van dit besluit bedoelde formulier bij de administratie in te dienen.

Art. 12. Het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 25 oktober 1990 tot bepaling van de voorwaarden inzake terugbetaling van de belasting op het lozen van ander afvalwater dan industrieel afvalwater wordt opgeheven.

Art. 13. In bijlage II bij het besluit van de Waalse Regering van 7 november 2002 tot bepaling van de integrale exploitatievoorraarden voor individuele zuiveringseenheden en -installaties :

a) worden de woorden "hebben betrekking op gemiddelden van 24 uren" vervangen door de woorden "hebben betrekking op punctuele monsternemingen";

b) wordt in punt a) de waarde "0,45 m" vervangen door "0,45 µm";

c) worden in punt b) de verwijzing "(4)" en de overeenstemmende voetnota geschrapt;

d) worden in punt b) de kolom van de tabel met het opschrift "Minimaal verminderingspercentage" en de voetnota die overeenstemt met de verwijzing 1) geschrapt.

Art. 14. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2004.

Art. 15. De Minister tot wiens bevoegdheden het Waterbeleid behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit. Namen, 9 oktober 2003.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET

MINISTÈRE DE LA REGION WALLONNE

F. 2003 — 4195

[2003/201652]

9 OCTOBRE 2003. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 juillet 2001 instaurant une prime à l'installation d'un système d'épuration individuelle

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution, notamment l'article 39, § 1^{er};

Vu le décret du 30 avril 1990 instituant une taxe sur le déversement des eaux usées industrielles et domestiques, notamment l'article 16;

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, notamment l'article 3;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 juillet 2001 instaurant une prime à l'installation d'un système d'épuration individuelle;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 novembre 2002 fixant les conditions intégrales d'exploitation relatives aux unités d'épuration individuelle et aux installations d'épuration individuelle;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 mai 2003 relatif au Règlement général d'assainissement des eaux urbaines résiduaires;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 juillet 2003 désignant les zones de baignade et portant diverses mesures pour la protection des eaux de baignade;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 octobre 2003, organisant le contrôle des systèmes d'épuration individuelle et fixant les conditions d'exemption de la taxe sur le déversement des eaux usées autres qu'industrielles;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne, donné le 4 juillet 2003;

Vu l'avis de la Commission consultative de la protection des eaux de surface contre la pollution, donné le 16 juin 2003;

Vu l'avis de la S.A. Aquawal, donné le 27 juin 2003;

Vu l'avis du commissaire à la simplification administrative, donné le 3 juin 2003;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 20 mai 2003;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 22 mai 2003;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 25 août 2003;

Considérant qu'il y a lieu d'adapter la procédure d'octroi d'une prime à l'installation d'un système d'épuration individuelle, eu égard notamment à l'adoption par le Gouvernement wallon du Règlement général d'assainissement des eaux urbaines résiduaires;

Sur la proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 juillet 2001 instaurant une prime à l'installation d'un système d'épuration individuelle est remplacé par la disposition suivante :

"Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1^o "Administration" : la Division de l'Eau de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement du Ministère de la Région wallonne;